

Clauses particulières en santé et sécurité du travail

Numéro et nature du contrat :	Installation et enlèvement des estacades à glace et estacades publiques
Installation concernée :	Centrale Rivière des prairies
Date d'émission des clauses santé sécurité :	2019-02-12
Nom de la personne responsable du contrat (H-Q) :	Marc Potvin

1 Généralités

1.1 Exigences générales

Les prescriptions pour assurer la santé et la sécurité lors de la réalisation des travaux faisant l'objet du présent contrat sont décrites dans les présentes clauses.

1.2 Code de sécurité des travaux d'Hydro-Québec

Dans le cadre du présent contrat, le Code de sécurité des travaux, chapitre Centrales s'applique.

1.4 Programme de prévention de l'établissement

Le programme de prévention de l'établissement est joint à l'annexe des présentes clauses particulières et fait partie intégrante de celles-ci.

1.5 Personne sous la juridiction du prestataire de services

Aux fins des présentes, l'expression «personne sous la juridiction du prestataire de services» comprend les employés du prestataire de services et ceux des sous-traitants affectés aux travaux.

1.6 Séance d'accueil

Avant tout accès à l'installation, toute personne sous juridiction du prestataire de services doit recevoir la séance d'accueil présentant l'information pertinente au travail devant être effectué. Cette session est diffusée par un représentant d'Hydro-Québec. Le prestataire de services doit cependant défrayer les coûts des participants, notamment leur salaire et leur déplacement.

Un préavis écrit adressé à Hydro-Québec est requis deux (2) jours ouvrables avant la tenue de cette séance.

La séance d'accueil est offerte le matin du premier jour d'affectation du travailleur. La séance d'accueil est d'une durée de 4h et se tiendra à l'installation.

Tout employé absent pour une période de plus de soixante (60) jours doit obligatoirement assister à une nouvelle séance d'accueil.

1.7 Accès à l'installation d'Hydro-Québec

Le lieu de travail et l'accès de celui-ci doivent être délimités. Tout déplacement est strictement limité aux aires de travail prévues au contrat, sous peine d'être expulsé de l'installation.

Aucun véhicule personnel ne sera autorisé dans le périmètre de l'installation autrement qu'au stationnement désigné par le représentant d'Hydro-Québec. Seul un véhicule du prestataire de services conformément identifié sera accepté sur le site pour le transport des travailleurs et/ou des matériaux.

Clauses particulières en santé et sécurité du travail

Toute personne sous la juridiction du prestataire de services doit être visuellement identifiable en arborant le sigle de l'entreprise pour laquelle elle travaille, sur le casque de sécurité ou sur les vêtements de travail.

1.8 Coûts associés à la formation

Tous les coûts reliés à la formation de ses employés rendue nécessaire par les prescriptions des présentes clauses particulières sont à la charge du prestataire de services.

2 Obligations du prestataire de services

2.1 Responsabilités du prestataire de services

Le prestataire de services demeure en tout temps entièrement responsable de la santé et de la sécurité du travail de toute personne sous sa juridiction ainsi que de leur intégrité au travail, le tout en conformité avec les lois, règlements, codes et documents contractuels.

Il doit également assumer la responsabilité de l'utilisation des installations provisoires, bâtiments, accès, etc., mis à sa disposition, dans l'état dans lequel ils se trouvent au moment de leur prise de possession.

2.3 Programme de prévention du prestataire de services

Le prestataire de services doit transmettre son programme de prévention à Hydro-Québec au plus tard 10 jours avant le début des travaux. Ce programme doit établir les mesures de prévention que le prestataire de services prévoit mettre en œuvre ainsi que les exigences particulières prévues dans le programme de prévention d'Hydro-Québec.

Au même moment, conformément à l'article 7.2 des clauses générales, le prestataire de services doit transmettre, au représentant d'Hydro-Québec, la liste des produits contrôlés qu'il utilisera lors de l'exécution des travaux, les procédés de travail reliés à leur utilisation et les mesures de prévention qui seront mises en œuvre.

Suite à l'acceptation du programme de prévention du prestataire de services, celui-ci doit en transmettre une copie à Hydro-Québec. Une copie du programme de prévention doit être disponible en tout temps au chantier.

Toute modification apportée par la suite au programme de prévention du prestataire de services doit être transmise à Hydro-Québec pour acceptation avant d'être mise en vigueur.

Aucun paiement n'est autorisé avant la remise par le prestataire de services d'un programme de prévention acceptée par Hydro-Québec.

Le prestataire de services doit prendre toutes les mesures nécessaires afin de renseigner toute personne sous sa juridiction du contenu de son programme de prévention ainsi que de celui d'Hydro-Québec et d'en assurer leur compréhension et leur respect.

2.4 Autres responsabilités du prestataire de services

Le prestataire de services s'engage à assumer, à ses frais toutes les obligations et responsabilités exigées par les lois et règlements relatifs à la santé et la sécurité du travail.

Le prestataire de services doit également :

- Fournir à Hydro-Québec une (1) copie du programme de prévention de chacun de ses sous-traitants, coordonner et assurer leur application.
- Inclure dans son programme de prévention une «attestation d'employeur en règle» émise par la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST)
- Transmettre son programme de prévention à la CSST, selon les modalités prévues à la *Loi sur la santé et la sécurité du travail*.

Clauses particulières en santé et sécurité du travail

2.5 Mesures correctives et droit de refus

Le prestataire de services doit informer Hydro-Québec, dans les meilleurs délais, de tout rapport d'intervention ou avis prescrivant des mesures correctives ou lui signifiant d'avoir enfreint quelque disposition que ce soit en matière de santé ou sécurité au travail, ou de l'exercice de tout droit de refus prévu aux articles 12 et suivants de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail*.

Le prestataire de services doit également transmettre à Hydro-Québec, dans les meilleurs délais, copie de tout document s'y rapportant ainsi qu'un rapport détaillé sur les circonstances entourant l'événement concerné.

3 Application du Code de sécurité des travaux d'Hydro-Québec (exigences de qualification et formations)

3.1 Généralités relatives à la formation au Code de sécurité des travaux d'Hydro-Québec

La formation comprend les cours énumérés aux articles 3.2 à 3.4. Ces cours sont mis à la disposition de toute personne sous la juridiction du prestataire de services selon un horaire établi par Hydro-Québec pour les durées prévues aux articles précités.

De plus, toute personne ayant suivi l'un de ces cours depuis une période de plus de cinq (5) ans doit refaire la formation *Initiation au code de sécurité des travaux*. Cette formation doit être suivie entre la troisième et la cinquième année suivant la dernière formation.

À cette fin, le prestataire de services doit prendre toutes les mesures nécessaires pour que toute personne sous sa juridiction suive ces cours, lorsque requis, incluant les sessions de rappel. Pour ce faire, il doit s'assurer de leur disponibilité et aviser Hydro-Québec au plus tard 4 semaines au préalable. Cette demande de formation doit transmise au représentant d'Hydro-Québec.

Hydro-Québec se réserve le droit de rappeler toute personne ayant suivi les cours advenant une révision de leur contenu.

3.2 Formation générale

Avant le début des travaux, toute personne sous juridiction du prestataire de services doit avoir suivi le (ou les) cours suivant(s) :

- ☒ Initiation au Code de sécurité des travaux d'Hydro-Québec – Édition 2015 (2 jours ou 14 heures)
- ☒ Risque d'électrisation dans les installations électriques (1 journée ou 7h), si applicable pour les travaux assujettis au chapitre Centrales

3.3 Formation des responsables des travaux (RDT) et des responsables d'équipe (RDE) – pour toutes les directions

Avant le début des travaux, toute personne sous juridiction du prestataire de services appelée à agir à titre de responsable des travaux (RDT) ou de responsable d'équipe (RDE), tel que prévu à la P-SEC-N008, doit avoir suivi et réussi les cours suivants :

- Perfectionnement en sécurité dans les installations de production (16 heures répartie sur 2 jours consécutifs)
- Qualification au Code de sécurité de travaux d'Hydro-Québec – Édition 2015 pour l'ensemble des régimes, c'est-à-dire autorisation de travail, accord, autoprotection, au besoin (21 heures répartie sur 3 jours consécutifs)
- Qualification au phénomène d'induction (1 journée ou 7 heures)

3.5 Qualifications préalables pour l'habilitation du RDT

Clauses particulières en santé et sécurité du travail

Toute personne sous la juridiction du prestataire de services devant agir comme RDT doit démontrer qu'il possède au moins cinq (5) années d'expérience pertinente à titre de personne initiée, tel que défini à l'encadrement P-SEC-N008. Cette expérience peut avoir été acquise dans les centrales hydroélectriques ou toute autre installation jugée similaire par Hydro-Québec.

Toute personne devant suivre la formation *Qualification au Code de sécurité des travaux d'Hydro-Québec*, prévue à l'article 3.3, doit avoir en sa possession la fiche d'habilitation au code de sécurité des travaux (partie 1) dûment complétée lorsqu'elle se présente au formateur, à défaut de quoi l'accès à cette formation peut lui être refusé. Le formulaire est joint à l'annexe des clauses particulières.

3.6 Affectation des RDT

Un nombre suffisant d'employés doit être formé et habilité pour agir comme RDT, incluant un RDT de réserve en cas d'absence imprévue de l'un deux, dans le but d'être affectés aux travaux pour toute la durée du contrat, si la durée prévue est de moins d'une année, ou pour un minimum d'une année, si la durée prévue du contrat est de plus d'une année.

Si la durée de l'affectation des RDT est moindre que prescrite, les coûts encourus par Hydro-Québec pour habiliter de nouveaux RDT sont à la charge du prestataire de services.

4 Mise hors énergie

4.1 Retrait d'exploitation (Code de sécurité des travaux d'Hydro-Québec s'applique)

Dans tous les cas où le prestataire de services planifie le retrait d'exploitation d'un appareil pour l'exécution de travaux où le *Code de sécurité des travaux* d'Hydro-Québec s'applique, il doit présenter sa demande de retrait d'exploitation à Hydro-Québec pour approbation au moins 72 heures à l'avance. Le prestataire de services est responsable de soumettre sa demande de façon à respecter son programme d'exécution des travaux.

Le retrait d'exploitation est réalisé par le personnel d'Hydro-Québec.

Le prestataire de services doit prévoir un délai d'environ deux (2) heures pour l'obtention du régime *Autorisation de travail* émis par Hydro-Québec et la mise hors énergie.

Le responsable des travaux du prestataire de services doit retourner à Hydro-Québec, sur demande, toute autorisation de travail avec les restrictions qui s'imposent.

4.2 Mise hors énergie (Code de sécurité des travaux d'Hydro-Québec ne s'applique pas)

Dans tous les cas où le prestataire de services planifie le retrait d'un équipement pour l'exécution de travaux où le *Code de sécurité des travaux* d'Hydro-Québec ne s'applique pas, le prestataire de services doit présenter sa demande à Hydro-Québec, pour approbation, au moins 2 jours ouvrables avant le jour désiré. Le prestataire de services est responsable de soumettre sa demande de façon à respecter son programme d'exécution des travaux.

La mise hors énergie d'équipement est réalisée par le personnel d'Hydro-Québec.



Le prestataire de services doit prévoir un délai d'environ deux (2) heures pour la mise hors énergie.

5 Équipements de protection individuels et collectifs

5.1 Généralités

Le prestataire de services doit fournir aux employés sous sa juridiction les équipements de protection individuels et collectifs nécessaires à l'exécution des travaux, en conformité avec les exigences du Code de sécurité pour les travaux de construction, le programme de prévention du maître d'œuvre et de toute autre loi ou règlement relatif à la santé et la sécurité du travail en vigueur au Québec.

Clauses particulières en santé et sécurité du travail

6	Produits contrôlés (SIMDUT)
6.1	<p>Formation</p> <p>Toute personne sous juridiction du prestataire de services doit avoir reçu la formation relative au système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT).</p> <p>Les frais relatifs à cette formation sont à la charge du prestataire de services.</p>
6.2	<p>Le prestataire de services doit s'assurer que tous les produits contrôlés (matières dangereuses) pouvant être requis pour réaliser les travaux sont exempts d'aimante (moins de 0,1%), de plomb (moins de 0,1%) ou de silice (moins de 1%).</p>
7	Méthode de travail
7.1	<p>Avant le début de ses activités, le prestataire de services doit soumettre à Hydro-Québec, pour vérification de conformité, la méthode de travail qu'il envisage d'utiliser lors de l'exécution des travaux.</p> <p>Les activités pour lesquelles le prestataire de services doit produire des méthodes sont spécifiées au programme de prévention joint à l'annexe du présent appel de proposition</p> <p>Advenant qu'Hydro-Québec juge l'activité à risque, le prestataire de services doit présenter sa méthode signée par un membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec. L'activité ne peut débuter avant l'acceptation écrite émise par Hydro-Québec.</p>
	Exigences pour travaux à risques particuliers
10	Travaux sur l'eau et à proximité de l'eau
10.1	<p>Embarcation</p> <p>Le prestataire de services doit fournir des embarcations conformes aux normes de construction en vigueur au moment de leur construction et comportant le matériel de sécurité prévu à la réglementation. De plus, pour chaque embarcation, il doit fournir les enregistrements suivants : </p> <ul style="list-style-type: none"> • Un certificat d'immatriculation «de petit bâtiment commercial» • La lettre de confirmation d'adhésion au programme de conformité des petits bâtiments (PCPB) (cette disposition entrera en vigueur à compter du 15 juin 2015).
10.2	<p>Formations et compétences</p> <p>Le prestataire de services doit fournir une preuve que les conducteurs d'embarcation ont une formation pratique sur la conduite d'une embarcation motorisée (cette disposition entrera en vigueur le 15 juin 2015), de même que la formation, les compétences et les attestations requises, selon le type de bâtiment et le voyage effectué : </p> <ul style="list-style-type: none"> <input checked="" type="checkbox"/> Bâtiment d'une jauge brute de plus de 5 et remorqueurs <ul style="list-style-type: none"> ○ Voyages en eaux abritées ou à proximité du littoral, classe 2 <ul style="list-style-type: none"> ▪ Brevet de Capitaine, avec restrictions, bâtiment d'une jauge brute de moins de 60 ▪ Brevet restreint d'opérateur radio, CRO-CM ou CRO (selon l'équipement radio et les limites du voyage), si le bâtiment est équipé d'une radio VHF ▪ Cours de secourisme élémentaire en mer (16 heures) <input checked="" type="checkbox"/> Bâtiment d'une jauge brute de 5 et moins et plus de 8 m (sauf pour les remorqueurs)

Clauses particulières en santé et sécurité du travail

- Voyages en eaux abritées ou à proximité du littoral, classe 2
 - Certificat de formation de conducteur de petits bâtiments et formation FUM
 - Brevet restreint d'opérateur radio, CRO-CM ou CRO (selon l'équipement radio et les limites du voyage), si le bâtiment est équipé d'une radio VHF
 - Cours de secourisme en milieu de travail
- ☑ Bâtiment ne dépassant pas 8 m (sauf pour les remorqueurs)
 - Voyages en eaux abritées ou à proximité du littoral, classe 2 à maximum 2 milles marins de la rive
 - Carte de conducteur d'embarcation de plaisance
 - Brevet restreint d'opérateur radio, CRO-CM ou CRO (selon l'équipement radio et les limites du voyage), si le bâtiment est équipé d'une radio VHF
 - Cours de secourisme en milieu de travail
 - Voyages à proximité du littoral, classe 2 à plus de 2 milles marins et un maximum 25 milles marins de la rive
 - Certificat de formation de conducteur de petits bâtiments et formation FUM
 - Brevet restreint d'opérateur radio, CRO-CM ou CRO (selon l'équipement radio et les limites du voyage), si le bâtiment est équipé d'une radio VHF
 - Cours de secourisme en milieu de travail

De plus, il doit s'assurer qu'au moins deux membres de l'équipe ont un certificat de secouriste en milieu de travail et sont à jour.

15 Travaux exigeant l'utilisation de grues mobiles ou de grues articulées

15.1 Rencontre préparatoire

Le prestataire de services doit prévoir une rencontre préparatoire d'environ une heure afin qu'Hydro-Québec puisse procéder à la vérification de la grue ainsi que la qualification des opérateurs.

15.2 Formations

Le prestataire de services doit fournir une preuve que ses travailleurs ont la formation, les compétences et les attestations suivantes :

- Opérateur de grue mobile
 - doit posséder une carte de grutier de la CCQ
 - doit avoir conduit une grue pendant au moins 75 heures au cours des douze derniers mois afin d'être autorisé à lever du personnel
- Opérateur de grue articulée
 - doit posséder une preuve de formation du manufacturier

15.3 Documents obligatoires pour les grues mobiles

Le prestataire de services s'engage à fournir des grues et accessoires en bon état de fonctionnement et conformes aux lois, normes et règlements.


Chaque grue mobile doit être fournie avec les documents suivants :

- un carnet de bord à jour et conforme au chapitre 4 de la norme CAN/CSA Z150-98
- le manuel du manufacturier (copie ou original)
- un rapport de vérification avant départ complété en bonne et due forme, tel qu'exigé par la SAAQ.

De plus, le prestataire de services doit fournir une attestation qu'une inspection annuelle conforme à la norme CAN/CSA-Z150-98 a été effectuée par une personne qualifiée et supervisée par un ingénieur

Clauses particulières en santé et sécurité du travail

compétent dans l'inspection des grues. L'attestation devra contenir minimalement l'information présentée à l'annexe des présentes clauses particulières.

Le carnet de bord indiquant que les inspections, essais, entretiens et réparations ont été consignés doit être conservé en tout temps à bord de la cabine de la grue. 


15.4 Documents obligatoires pour les grues articulées

Le prestataire de services s'engage à fournir des grues et accessoires en bon état de fonctionnement et conformes aux lois, normes et règlements.

Chaque grue articulée doit être fournie avec les documents suivants  :

- un carnet de bord à jour
- le manuel du manufacturier (copie ou original)
- un rapport de vérification avant départ complété en bonne et due forme, tel qu'exigé par la SAAQ.

De plus, le prestataire de services doit fournir une attestation qu'une inspection annuelle conforme à la norme ASME B30.22-2000 a été effectuée par une personne qualifiée et supervisée par un ingénieur compétent dans l'inspection des grues. L'attestation devra contenir minimalement l'information présentée à l'annexe des présentes clauses particulières.

Le carnet de bord indiquant que les inspections, essais, entretiens et réparations ont été consignés doit être conservé en tout temps à bord de la cabine de la grue. 

15.5 Dispositifs de protection obligatoires

Toutes grues, à l'exception des grues à mâts articulés montées sur camion, doivent être équipées des dispositifs de protection suivants :

1. Indicateur sonore et visuel ou limiteur de portée d'angle et de rotation
2. Dispositifs de protection contre les surcharges tels qu'un contrôleur d'état de charge ou un indicateur de charge ou un limiteur de charge
3. Dispositif de protection de palan fermé
4. Limiteur de fin de course de relevage de flèche (pour grue mobile à flèche relevable transformée uniquement)
 - Pare-chocs ou butoir de flèche (pour grue mobile à flèche relevable transformée uniquement)

15.6 Mise à la terre

Le prestataire de services doit s'assurer, lorsque c'est requis, que le véhicule possède un point fixe et une mise à la terre conforme à l'encadrement d'Hydro-Québec en vigueur

15.7 Levage de personnel

Les équipements pour le levage de personnel, tel que plates-formes, nacelles et cages de transport doivent respecter les exigences prévues à la norme CSA Z150-98. Ils doivent également respecter les exigences d'Hydro-Québec présentées à l'annexe des présentes clauses particulières.


Le prestataire de services doit respecter les exigences de la norme CSA Z150 concernant le levage d'essai. Il doit fournir les poids nécessaires au levage d'essai.

Commentaires:




Clauses environnementales à intégrer aux contrats et commandes — Surveillance

Installation concernée:	Centrale Rivière-des-Prairies
Nature du contrat ou de la commande:	Installation et enlèvement des estacades à glace et estacades publiques
Numéro de contrat ou commandes	
Date d'émission des clauses environnementales:	2019-02-18
Nom de la personne responsable du contrat (H-Q):	
Nom du fournisseur :	
Nom du représentant du fournisseur :	

Le fournisseur devra tenir compte du fait que la VPEEP est enregistrée ISO 14001 version 2004 et qu'elle poursuit un objectif d'amélioration continue de sa performance environnementale. La VPEEP demande que toute personne travaillant pour son compte, incluant les fournisseurs de services, respecte la réglementation en vigueur et prévienne la pollution lors de la réalisation d'activités qui ont un impact significatif sur l'environnement.

1	Applicable à toutes les catégories de biens et services			Justification si la clause n'a pu être vérifiée
		C	NC	
	- Le fournisseur:			
1.1	produit une attestation que ses employés ont été informés des exigences incluses aux présentes clauses environnementales (annexe 1) 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
1.2	récupère et dispose des matières dangereuses résiduelles (ex. résidus huileux ou chiffons souillés d'huile, de solvants ou bonbonnes aérosols périmées) selon les modalités indiquées par le représentant d'Hydro-Québec;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
1.3	en cas de rejet accidentel de contaminants, quel que soit le volume déversé:			
	a) avise sans délai le représentant d'Hydro-Québec; si aucune réponse, composer le 514-840-4244;			
	b) prend dans l'immédiat, s'il n'y a aucun risque pour votre sécurité, toutes les mesures nécessaires pour contrôler à la source et confiner le contaminant déversé et minimiser les impacts sur l'environnement;			
	c) a en sa possession, et en quantité suffisante, ou sait où trouver le matériel de récupération adéquat (N/A pour les SACO);	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	d) se met à la disposition du représentant d'Hydro-Québec pour la réalisation des opérations de récupération et gestion des matériaux contaminés, ainsi que la restauration des sites;			
	e) nettoie et décontamine les lieux, et remplace les matériaux contaminés;			
1.4	avise sans délai le représentant d'Hydro-Québec de tout dommage, plainte ou avis des autorités de nature environnementale survenant dans le cadre de l'exécution des obligations découlant du présent contrat, ainsi que de tout danger qu'il juge susceptible de porter préjudice aux propriétés avoisinantes ou à l'environnement;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Clauses environnementales à intégrer aux contrats et commandes — Surveillance

1.5	laisse le moteur éteint lorsque les véhicules utilisés dans le cadre du mandat (à l'exclusion des véhicules-outils) sont arrêtés plus de quatre minutes.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
3	Collecte et gestion des matières résiduelles  Références législatives : <i>Loi sur la qualité de l'environnement, Règlement sur les matières dangereuses et Règlement sur l'enfouissement et l'incinération des matières résiduelles</i> de juridiction provinciale. - Le fournisseur:			Justification si la clause n'a pu être vérifiée
	MATIÈRES RÉSIDUELLES DESTINÉES À L'ÉLIMINATION (INCLUANT LES ORDURES MÉNAGÈRES):	C	NC	
3.1	avise le représentant d'Hydro-Québec lorsqu'il suspecte que des matières résiduelles soient potentiellement contaminées;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
3.2	en aucun cas, ne mélange des matières dangereuses résiduelles (MDR) aux matières résiduelles collectées;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
3.3	fournit une attestation que le dépôt des matières résiduelles se fait dans un site d'élimination autorisé par un certificat d'autorisation du MELCC 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
3.4	fournit, le cas échéant, les coordonnées du centre de transfert où sont effectués le déchargement et le rechargement des matières résiduelles. <i>N.B. On entend par centre de transfert, toute installation où les matières résiduelles sont déchargées afin de permettre leur préparation pour un transport ultérieur en vue d'être éliminées dans un endroit différent</i>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	MATIÈRES RÉSIDUELLES RECYCLABLES :			
3.5	en aucun cas, achemine des matières résiduelles recyclables récupérées chez Hydro-Québec dans un lieu d'élimination;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
3.6	informe Hydro-Québec du mode de recyclage ainsi que de la destination finale de toutes les matières résiduelles récupérées dans le cadre du présent contrat;	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
3.7	fournit une attestation que les matières résiduelles recyclables sont envoyées dans un site de traitement autorisé par un certificat d'autorisation du MELCC  ou, pour les matières résiduelles admissibles, utilise le service de collecte des matières résiduelles recyclables de la municipalité desservant le fournisseur (i.e. verre, papier/carton, plastique et aluminium);	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
3.8	Laisse les sites de collecte dans un état de propreté jugé acceptable pour Hydro-Québec.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Commentaires:

Clauses environnementales à intégrer aux contrats et commandes — Surveillance

Surveillance réalisée par:

Signature

Date

Clauses environnementales et en santé et sécurité au travail

Annexe 1 – Attestation d'avis aux employés

Je, soussigné (e) _____ confirme avoir bien lu et compris les clauses environnementales et les clauses en santé et sécurité au travail incluses dans le présent contrat avec Hydro-Québec.

Par la présente, je confirme avoir informé tous mes employés, préposés et autres représentants qui exécuteront en tout ou en partie le présent contrat, des exigences incluses aux clauses environnementales et les clauses en santé et sécurité au travail.

Signé à _____, le _____

Nom du fournisseur : _____, Nom du représentant du fournisseur : _____

Signature

Date

Représentant d'Hydro-Québec :

Signature

Date

Employés informés :

(SVP inscrire le nom de tous les employés informés dans le cadre du présent contrat)

Noms

Lieu

Date

_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____

**Si de nouvelles ressources sont assignées au présent contrat, le fournisseur de services est responsable de faire suivre au responsable du contrat une mise à jour du document "Annexe 1 – Attestation d'avis aux employés."*